

Perspectives économiques provinciales

Prévisions pour 2020 : le contexte extérieur impose la prudence

Beata Caranci, première vice-présidente et économiste en chef | 416-982-8067

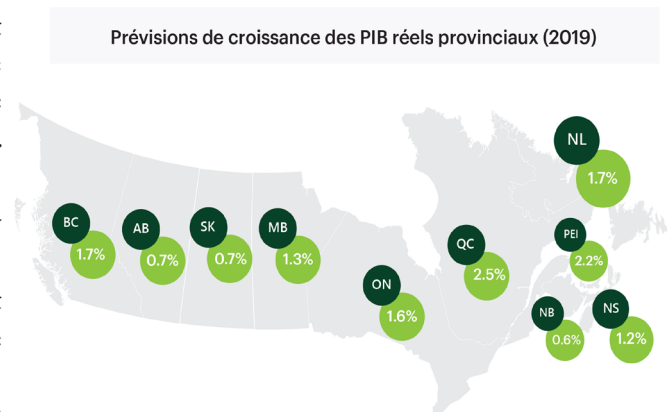
Derek Burleton, vice-président et économiste en chef adjoint | 416-982-2514

Rishi Sondhi, économiste | 416-983-8806

Omar Abdelrahman, économiste | 416-734-2873

Le 19 septembre 2019

- Comme on s’y attendait, les économies provinciales ont rebondi après un début d’année exceptionnellement difficile. Elles sont encore en voie de connaître une expansion modeste en 2019, allant de 0,6 % au Nouveau-Brunswick à 2,5 % au Québec.
- Le contexte extérieur s’est détérioré durant l’été, la montée des tensions commerciales mondiales nous forçant à revoir légèrement à la baisse nos prévisions de croissance pour 2020. Ces révisions touchent principalement les échanges commerciaux et les investissements des entreprises. L’incertitude connexe et la dégradation des conditions mondiales entourant les produits de base continueront d’assombrir les perspectives pour les Prairies.
- Comme en témoigne sa bonne performance au premier semestre, l’économie québécoise demeure très solide, soutenue par des mesures de stimulation budgétaire continues et un robuste marché du logement. À l’inverse, bien que l’Ontario profite d’un raffermissement du marché du logement, la dette élevée des ménages et le ralentissement de la croissance des dépenses du gouvernement provincial exerceront des contraintes à court terme. Notons que les deux provinces, en raison du poids de leur secteur manufacturier, font maintenant face à des risques de baisse découlant des obstacles externes.
- Après un ralentissement causé par le secteur du logement cette année, l’économie de la Colombie-Britannique devrait reprendre la première place dans le palmarès provincial l’année prochaine, principalement grâce à son vigoureux marché de l’emploi et à d’importants investissements non résidentiels. Une reprise persistante du marché du logement devrait également stimuler encore davantage la croissance de la province à court terme.
- En Alberta, même si les premiers signes d’amélioration ont été observés dans tous les secteurs au deuxième trimestre, une baisse de la confiance et de la croissance de la production pétrolière impose encore la prudence. Nous estimons donc que la province enregistrera une croissance de 0,7 % en 2019. Les



Source: Services économiques TD. Prévisions en date de septembre 2019.

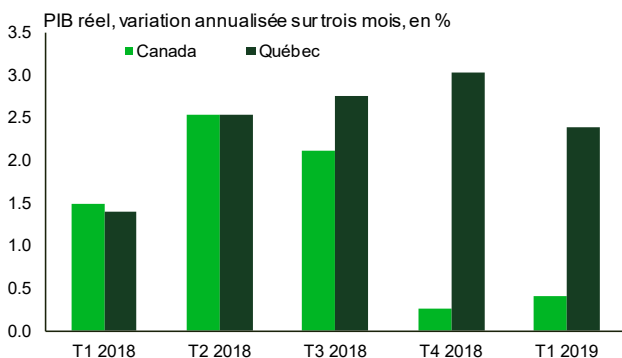
prévisions pour 2020 ont été revues à la baisse en raison du prolongement du plan de réduction de la production pétrolière de la province. La faiblesse des prix des produits de base, les restrictions chinoises sur les exportations agricoles et la migration interprovinciale négative minent les perspectives économiques de la Saskatchewan. Après une année 2019 décevante, on s'attend à une certaine accélération au Manitoba grâce à une amélioration du marché du logement.

- Les perspectives sont mitigées pour ce qui est des provinces de l'Atlantique. Une solide croissance de la population est source de vigueur à l'Île-du-Prince-Édouard et de bons résultats en Nouvelle-Écosse. Pour ce qui est du Nouveau-Brunswick, on s'attend à ce que la croissance reste modeste. Quant à Terre-Neuve-et-Labrador, bien que la province puisse compter à court terme sur la production pétrolière et des projets de construction, elle continuera de pâtir des défis démographiques.

Impressionnante performance de l'économie du Québec

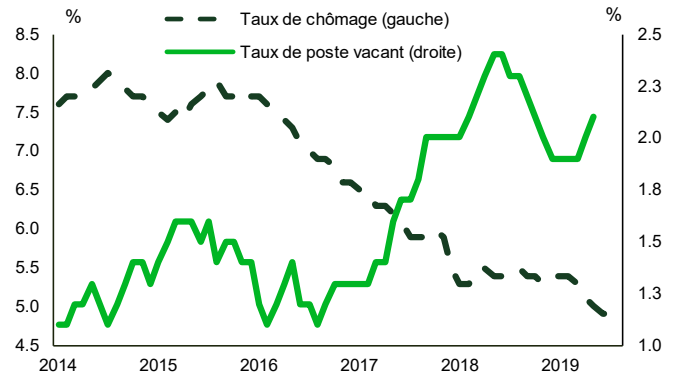
L'économie québécoise demeure solide, s'étant sortie relativement indemne du ralentissement qu'a connu le pays au quatrième trimestre de 2018 et au premier trimestre de 2019. Le Québec a vraisemblablement maintenu la cadence au deuxième trimestre grâce au dynamisme de son secteur du logement et à de solides gains dans le secteur des services. Dans l'ensemble, la vigoureuse performance de l'économie au cours du premier semestre devrait permettre à la province d'enregistrer une expansion de 2,5 %

Graphique 1 - Croissance de l'économie québécoise, largement supérieure à celle du Canada



Sources : Institut de la statistique du Québec, Services économiques TD.

Graphique 2 - Les marchés de l'emploi restent serrés au Québec



Sources : Statistique Canada, Services économiques TD.

en 2019, ce qui en ferait la période de croissance de 3 ans la plus forte depuis la bulle technologique de la fin des années 1990. Néanmoins, les perspectives s'assombrissent quelque peu en raison des contraintes de capacité, de l'incertitude commerciale et du contexte externe tendu.

Les ménages sont en bonne posture, compte tenu de leur niveau d'endettement relativement bas et de leurs taux d'épargne élevés. Les marchés de l'emploi sont robustes, ayant ajouté 86 000 emplois (surtout à temps plein) jusqu'à présent cette année, et le moral des consommateurs reste solide. Ces excellentes conditions ont soutenu un bond annualisé de 4 % des dépenses de consommation au premier trimestre. Or, les dépenses des ménages devraient croître plus modérément au cours des prochains trimestres. Les pénuries de main-d'œuvre s'avèrent criantes comme en témoignent les taux élevés de poste vacant et un taux de chômage bas à l'échelle nationale en août. La difficulté

Prévisions Économiques : Québec

[Taux de variation moyen annuel, sauf indication contraire]			
	2019	2020	2021
PIB réel	2.5	1.7	1.5
PIB nominal	4.0	3.9	3.4
Emplois	1.8	0.8	0.3
Taux de chômage (%)	5.0	5.2	5.4
Mises en chantier (milliers d'unités)	50.6	45.9	45.2
Prix moyen de revente des maisons	4.5	3.7	2.7
Ventes de maisons existantes	9.8	8.5	3.3

Sources : Statistique Canada, SCHL, ACI, prévisions des Services économiques TD.

qu'éprouvent les employeurs à trouver des travailleurs qualifiés (un problème exacerbé par les seuils d'immigration imposés par le gouvernement) devrait entraîner un ralentissement de la croissance de l'emploi, et donc une diminution des gains au chapitre des dépenses.

Le marché du logement contribue favorablement à la croissance, la demande étant amplement soutenue par la vigueur du marché de l'emploi et la faiblesse des coûts d'emprunt. Et les constructeurs résidentiels sont au rendez-vous : en effet, les mises en chantier atteignent des niveaux qui n'avaient pas été vus depuis 2012. En raison des excellentes données fondamentales, on anticipe des gains soutenus dans les ventes et les prix des habitations.

Le gouvernement du Québec a assaini ses finances dans les dernières années, ce qui lui donne la marge de manœuvre nécessaire pour mettre en place des mesures de stimulation, sous la forme de baisses d'impôts et d'engagements au chapitre des dépenses. Ces mesures, comme une augmentation des investissements dans les infrastructures, viendront alimenter la croissance.

Bien que le secteur du logement fasse bonne figure et que l'on s'attende à ce que le secteur public contribue à la croissance dans les années à venir, les perspectives des entreprises sont moins bonnes. Une baisse des attentes de croissance aux États-Unis, la faible demande dans la zone euro et les tensions commerciales élevées assombrissent les perspectives des exportations et des investissements dans le secteur privé. On prévoit que ces obstacles contribueront à freiner la croissance.

Prévisions Économiques Provinciales																		
	PIB réel (variation, %)			PIB nominal (variation, %)			Emplois (variation, %)			Taux de chômage (moyenne, %)			Mises en chantier (milliers d'unités)			Prix de revente des maisons (variation, %)		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
National	1.5	1.6	1.7	3.6	3.7	3.7	2.0	0.8	0.6	5.7	5.9	5.8	213.4	204.2	208.9	1.6	6.5	3.0
Terre-Neuve-et-Labrador	1.7	1.0	1.5	3.6	3.1	3.8	0.9	-0.8	0.0	12.5	13.1	13.1	0.8	1.2	1.1	-3.9	-1.9	-1.2
Île-du-Prince-Édouard	2.2	1.7	1.4	4.2	3.7	3.4	2.0	1.0	0.1	9.2	9.1	9.1	1.1	1.1	1.1	7.8	2.0	2.9
Nouvelle-Écosse	1.2	1.1	1.0	3.3	3.0	3.0	2.0	-0.2	0.2	7.1	7.6	7.6	4.7	4.6	4.8	6.9	4.6	3.6
Nouveau-Brunswick	0.6	0.9	0.8	2.4	2.8	2.8	0.9	0.0	0.1	8.0	8.2	8.2	2.7	2.4	2.5	2.2	6.1	3.8
Québec	2.5	1.7	1.5	4.0	3.9	3.4	1.8	0.8	0.3	5.0	5.2	5.4	50.6	45.9	45.2	4.5	3.7	2.7
Ontario	1.6	1.6	1.7	3.8	3.7	3.7	2.7	1.0	0.6	5.7	5.8	5.8	70.1	75.1	78.4	5.9	6.2	3.4
Manitoba	1.3	1.7	1.8	3.1	4.0	3.8	0.9	0.5	0.8	5.5	5.6	5.3	7.2	6.1	5.9	0.0	2.9	3.9
Saskatchewan	0.7	1.2	1.5	2.5	3.0	3.7	1.6	0.5	0.7	5.4	5.7	5.7	2.4	4.0	4.1	-1.4	-0.3	0.5
Alberta	0.7	1.7	1.9	2.1	3.6	4.1	0.5	0.9	1.6	7.0	7.1	6.5	26.7	26.9	29.8	-2.1	1.4	1.4
Colombie-Britannique	1.7	2.0	2.0	4.5	4.2	4.0	2.8	0.7	0.6	4.7	4.7	4.7	47.1	36.9	36.1	-2.8	5.3	2.7

Sources : Association canadienne de l'immeuble, SCHL, Statistique Canada, Services économiques TD. Prévisions des Services économiques TD, septembre 2019.

Avis de non-responsabilité

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.